

[...] J'ai quitté le ministère après 6 ans car je ne souhaitais pas y rester au-delà de la rentrée 2018, pour des raisons que l'on comprendra vite. Tout le reste de ma carrière a eu lieu en établissement comme professeur, en circonscription du premier degré comme inspecteur et en département comme inspecteur d'académie adjoint avec souvent des missions académiques sur les dispositifs relais, l'éducation prioritaire et la politique de la ville au moment du lancement de la réussite éducative notamment. J'ai même eu la chance de diriger pendant deux ans le service des études statistiques de l'académie de Créteil. Je regrette qu'il en soit ainsi mais il y a des moments où il vaut mieux savoir ne pas faire une année de trop que l'on risquerait de regretter, tant on pourrait être amené à se voir mis en contradiction ou pour le moins en contrariété avec ce que l'on a porté avec enthousiasme principalement dans les terrains dits « défavorisés ».

Au contraire de cette dernière année 2017-2018 où je me suis tantôt agacé, tantôt ennuyé, où je me suis même laissé aller parfois à avoir du mépris pour certaines façons de faire, je dois dire que j'ai eu grand intérêt et satisfaction, souvent grand plaisir à contribuer au ministère à la refondation de l'éducation prioritaire entre 2013 et début 2017. Quand on est chargé d'encadrement et de piloter des projets il n'est pas si fréquent de pouvoir être satisfait de ce que l'on a construit patiemment et avec conviction dans un travail résolument collectif. Je remercie ceux qui m'ont fait confiance en 2013 pour travailler ce sujet avec une lettre de mission des ministres (Vincent Peillon et Georges Pau Langevin), lettre de mission qui ne fut pas publiée, laissant à la mission l'occasion de travailler un peu dans l'ombre (je remercie aussi les journalistes qui n'ont pas insisté pour venir m'interroger) car nous avons pu travailler grâce à cela, dans une temporalité éloignée de l'urgence du politique et du médiatique. Il est si rare aujourd'hui que des politiques ne veuillent pas immédiatement profiter de leurs initiatives. Certains vont même jusqu'à faire des annonces sur des projets qui sont loin d'être prêts car ce qui leur importe c'est l'écho médiatique et non la réalité des mises en oeuvre. Le ministre actuel est un orfèvre de la communication dans ce monde où le spectacle médiatique l'emporte sur le réel du quotidien dans beaucoup d'esprits qui se laissent embarquer par la simplicité des messages.

Je vais donc, comme on le voit d'abord dire des désaccords avec la politique actuelle tant dans ses objectifs que dans ses manières de procéder, avec le prisme de ce qui me semble être l'intérêt des territoires de l'éducation prioritaire et de la politique de la ville et plus largement des élèves en situation de pauvreté. Je m'efforcerai aussi de contribuer après d'autres qui seront cités au fur et à mesure à porter des éléments de controverse sur les questions éducatives et des apports pour une réflexion plus générale sur les besoins en matière de politique éducative pour les quartiers populaires dans la continuité de ce que j'ai pu porter, avec d'autres, à la direction générale de l'enseignement scolaire pendant cinq années de 2013 à 2017. Il est décisif que nous ayons à cœur de porter, contre ces dominations médiatiques de plus en plus marquées par le populisme, des idées construites, argumentées, sujettes à débats contradictoires. La pensée éducative, pour être une pensée, doit se construire dans la

contradiction rationnelle sur la base de données solides, reproductibles, critiquables, ce que n'est pas la bouillie pour les chats que l'on nous livre trop fréquemment avec en prime un air d'assurance qui convainc parfois malheureusement ceux qui n'ont pas encore eu le temps d'y penser vraiment. C'est un enjeu éducatif d'abord car il nous faut proposer des pratiques éprouvées de travail pour améliorer nos résultats, c'est aussi un enjeu démocratique car il nous faut retrouver des débats de qualité fondés en valeur. Un mot d'ordre donc : prenons le temps d'y penser, rassemblons les savoirs... appliquons les préceptes de « l'autodéfense intellectuelle ».

Et pourquoi partir maintenant du ministère ?

Disons le avec simplicité, c'est sans doute d'abord par manque de courage : manque de courage pour être en permanence à penser à ce qui va de travers, au sens caché des commandes, manque de courage pour voir détricoter ce qu'avec mon équipe nous avons patiemment élaboré, manque de courage pour dire franchement qu'il est insupportable de se sentir devenu inutile, manque de courage pour voir qu'une fois de plus ce qui est dit « prioritaire » n'est pas si prioritaire que cela dans le pilotage réel quotidien du système éducatif et que le seul fait de dépenser de l'argent public (les supposés huit milliards du plan pauvreté par exemple sur lesquels je reviendrai) ne constitue pas une véritable priorité qui doit, dans nos métiers, être d'abord une priorité de pilotage, d'engagement, de dialogue professionnel, de parole partagée.

Ensuite je suis resté perplexe suite à deux épisodes vécus qui m'ont semblé remettre en question mon engagement de fonctionnaire. Quand il m'a été aimablement conseillé, voir vivement recommandé par des « autorités » dans mon activité professionnelle très récente de ne pas faire venir dans les formations que j'organisais telle personne car elle ne correspondait pas aux orientations du moment et qu'en outre elle avait signé une pétition favorable à « plus de maîtres que de classes »... (J'ai même été supposé déloyal de proposer une de ces personnes pour le premier séminaire des IEN du nouveau ministre). J'ai demandé très simplement autour de moi si l'on connaissait beaucoup de personnes sur les sujets que je voulais voir traiter lors des formations qui doivent accompagner la refondation de l'école et de l'éducation prioritaire (en l'absence de directives nouvelles sur l'éducation prioritaire, il allait de soi pour le fonctionnaire que je suis qu'il y a continuité de l'état et que je devais, après mai 2017, continuer mon travail dans le même sens). Les silences étaient éloquentes. Les vrais sachants sur les questions relatives aux apprentissages des élèves en milieu populaire ne sont pas légions. Et il est indispensable qu'ils soient entendus. On ne peut être que scandalisé par la manière dont on cherche en ce moment à remplacer dans des séminaires d'IEN de ce mois de septembre un Roland Goigoux qui est une vraie référence en matière de lecture par Franck Ramus qui, à ma connaissance n'a guère travaillé dans les classes et qui, s'il connaît le cerveau, ne connaît pas l'enseignement... Or, j'y reviendrai, pour travailler utilement pour les apprentissages en milieu populaire, il ne suffit pas de connaître en laboratoire les apprentissages, il faut connaître les conditions scolaires de leur réalisation. Car les enseignants sont chargés de faire apprendre leurs élèves à l'école pas en laboratoire sous un scanner... Si on continue comme cela, on ratera l'essentiel et tout espoir de voir évoluer les résultats inégalitaires de l'école française. En outre, on peut craindre que derrière ces façons d'aborder les questions, il n'y ait l'idée qu'il serait souhaitable de modifier très

profondément l'école au point de ce qui s'est fait par exemple en Suède avec le succès que l'on sait (voir le Monde diplomatique de septembre 2018). C'est la seule manière que j'ai de comprendre la haine de la sociologie et des sciences de l'éducation qui règne en ce moment au ministère. J'ai, pour ma part, eu la chance de travailler de longue date avec des personnes remarquables, avec des chercheurs et des formateurs de renom, je les remercie et leur dédie pour une part ces remarques qu'elles et ils ont contribué à inspirer. J'ai aussi rencontré sur le terrain nombre de collègues inspecteurs, directeurs d'écoles ou personnels de direction, personnels enseignants et non enseignants qui savent penser par eux-mêmes et apporter des qualités remarquables à ces quartiers. Je les remercie aussi à travers ces textes de ce qu'ils m'ont apporté. Je veux leur rappeler qu'ils ne sont pas seuls et que la nation compte sur leur optimisme et leur confiance en eux-mêmes contre vents et marées politiques et médiatiques. [...]